Sylvie LE GRAND (éd.), *La laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du 18^e siècle à nos jours*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008

Candice Bordes

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1578>

DOI : 10.4000/rdr.1578

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2021

Pagination : 189-190

ISBN : 979-10-344-0097-3

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Candice Bordes, « Sylvie LE GRAND (éd.), *La laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du 18^e siècle à nos jours* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 12 | 2021, mis en ligne le 02 décembre 2021, consulté le 03 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1578> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1578>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2022.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Sylvie LE GRAND (éd.), *La laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du 18^e siècle à nos jours*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008

Candice Bordes

RÉFÉRENCE

Sylvie LE GRAND (éd.), *La laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du 18^e siècle à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008 (Mondes germaniques), 323 p.

- 1 Spécialisée dans l'étude des rapports entre les religions et les États, plus particulièrement l'État allemand, Sylvie Le Grand réinterroge dans cet ouvrage collectif la notion très souvent sollicitée de « laïcité ». Pour ce faire, elle revendique une approche historique, juridique et politique, mais également comparée du sujet. Similitudes et dissemblances sont ainsi étudiées entre le modèle français et le modèle allemand bien qu'il soit rappelé à de nombreuses reprises que le terme de « laïcité » ne trouve pas d'homologue en allemand.
- 2 Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, en France comme en Allemagne (alors Saint-Empire germanique), on relève une progressive « immixtion de l'État dans les affaires ecclésiastiques » (G. Laudin, p. 33). Cette période est caractéristique d'une volonté pour l'autorité étatique de reprendre la main sur certains domaines alors traditionnellement contrôlés par l'autorité ecclésiastique. S'il n'est évidemment pas encore possible d'évoquer une société sécularisée et des institutions laïques, il s'agit d'une première évolution notable qui pourra impulser ces processus. En France, le traditionnel ancrage du siècle des Lumières focalise toujours l'attention. Toutefois, il est intéressant de noter

à quel point la pensée allemande a pu influencer la doctrine française jusqu'à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'influence de Christian Wolff est ainsi étudiée (S. Buchenau, p. 41-52) tout comme celle de Emmanuel Kant (B. Krulic, p. 101-115). L'inverse est aussi vrai, puisque l'héritage napoléonien est souvent mentionné dans la perception allemande de la religion (H. Haller, p. 52-62). L'ouvrage permet de constater que l'influence réciproque des deux modèles a largement contribué à l'émergence de leurs propres spécificités.

- 3 Dans les deux cas, l'histoire montre qu'une véritable séparation entre les Églises et l'État n'était pas d'une telle évidence. À titre d'exemple, la loi française de séparation de 1905 est souvent présentée sans insister sur les coulisses de son élaboration, donc sur la diversité des débats et des polémiques qu'un tel projet a pu susciter. Il est pourtant intéressant d'assurer une relecture de la loi à la lumière des événements qui ont contribué à sa construction et à son interprétation (C. Langlois, p. 117-126). Dans le même esprit, en Allemagne et dans le cadre du *Kulturkampf*, Bismarck avait mené une politique anticléricale qui n'a pas pour autant fait aboutir le projet d'une séparation radicale entre les Églises et l'État (S. Toscer-Angot, p. 83). Certaines évolutions survenues au XIX^e siècle incitent plutôt à évoquer « un compromis à mi-chemin entre coopération et séparation », puisque les Églises conservent un rôle social important grâce à un statut de droit public (R. Lill, p. 87).
- 4 Dans une logique à la fois chronologique et théorique, les contributions retracent l'évolution des rapports entre les religions et l'État au travers de plusieurs exemples pratiques : la gestion de l'institution du mariage, celle des établissements scolaires, la question de l'avortement ou encore celle des relations avec l'islam. Il est intéressant de noter que la France et l'Allemagne n'ont pas toujours répondu de la même façon à ces questions, c'est encore le cas aujourd'hui. La raison en est que même si les deux États sont bien limitrophes, ils ne partagent pas exactement la même histoire ni la même structure territoriale (unitaire pour l'un, fédéral pour l'autre). La similitude des grandes lignes directrices (respect de la liberté de croire et de ne pas croire ou encore principe de neutralité, etc.) se trouve ainsi rapidement dépassée par de nombreuses divergences.

AUTEURS

CANDICE BORDES

Docteur en droit, ATER en droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CDED)